

## Greenpeace : Les enjeux d'un contre-pouvoir

Lutter contre la surpêche, les OGM, le changement climatique et le nucléaire, sauver l'Arctique, le thon rouge, les baleines et les forêts... Autant de combats que mène la célèbre association de défense de l'environnement, partout sur la planète. Mais, pour peser sur les choix politiques des gouvernements, il faut constituer un contre-pouvoir d'autant plus légitime qu'il peut se targuer d'être plus représentatif. L'interview de Gilles-Éric MENDEL par Nicole MARI, Corse Net Infos. H2o septembre 2013.

### GREENPEACE

Les enjeux d'un contre-pouvoir

Lutter contre la surpêche, les OGM, le changement climatique et le nucléaire, sauver l'Arctique, le thon rouge, les baleines et les forêts... Autant de combats que mène la célèbre association de défense de l'environnement, partout sur la planète. Mais, pour peser sur les choix politiques des gouvernements, il faut constituer un contre-pouvoir d'autant plus légitime qu'il peut se targuer d'être plus représentatif. Aussi Greenpeace, qui compte plus de 170 000 adhérents en France, a-t-elle profité de l'été pour aller à la rencontre de ses sympathisants dans un face à face appelé Direct Dialogue. Le détail des cinq grandes campagnes emblématiques en cours.

l'interview de Gilles-Éric MENDEL

responsable d'une équipe Direct Dialogue

propos recueillis par Nicole MARI

Corse Net Infos

août 2013

À

Qu'est-ce que Direct Dialogue ?

C'est ce système inventé par Greenpeace, il y a une quinzaine d'années, qui consiste en une rencontre en face à face, dans la rue, où nous proposons aux sympathisants de l'association de devenir adhérents. Une adhésion nous permet de revendiquer une parcelle de pouvoir politique en plus et de renforcer un contre-pouvoir. Celui-ci est naturellement plus légitime quand il est plus représentatif, car les gens votent et consomment. Direct Dialogue est, aussi, l'outil privilégié de collecte de fonds. Greenpeace est une association financée à 100 % par les cotisations de ses adhérents, ce qui garantit sa complète indépendance.

Est-ce aussi une campagne de sensibilisation ?

Notre but est essentiellement de trouver des adhérents. Mais, quand des gens ne connaissent pas Greenpeace, nous leur expliquons que lorsqu'ils voient des images d'un type sur un zodiac entre une baleine et un harpon, c'est Greenpeace qu'ils voient. Quand ils voient des images de gens escaladant une centrale nucléaire ou sortant de garde-à-vue pour la centrale du Tricastin, c'est encore Greenpeace. Certains ne font pas le rapprochement entre ces images que tout le monde connaît et un nom qui existe pourtant depuis 40 ans.

Vous avez abordé les cinq thèmes favoris de Greenpeace. Que dénoncéz-vous ?

Ce sont nos 5 grandes campagnes dénonçant les 5 plus grandes menaces contre la biodiversité animale et végétale dans le monde. C'est pour cela que nous les avons choisies. L'objectif de Greenpeace est de défendre la biodiversité en défendant les écosystèmes. Nous luttons contre la surpêche afin de promouvoir la pêche artisanale en réduisant la pêche industrielle et en poussant à la création de réserves sur une surface significative des zones maritimes et océaniques. Nous recommandons 40 % de réserves marines et leur mise en réseau sur tous les océans et les mers du globe afin, à la fois, de conserver un vrai vivier de biodiversité et de permettre au stock de se renouveler.

La pêche artisanale et de plaisance ne pose-t-elle pas également des problèmes ?

C'est une problématique marginale. Prenons l'exemple emblématique du thon rouge, une espèce dont Greenpeace parle depuis 2006. Le problème en Méditerranée ne vient pas de la pêche traditionnelle, y compris quand elle se fait avec 4, 5 ou 6 bateaux artisanaux, mais bien de la pêche industrielle. De même, la pollution en Méditerranée ne provient pas forcément du développement de la plaisance, mais de la multiplication des bateaux en général. Ce qui, dans cette mer qui est la plus naviguée au monde, provoque la détérioration des fonds marins. On jette, au fond de l'eau des ports, des batteries de bateaux ou de voiture. Mais, ce problème reste moins important en termes de disparition de la ressource halieutique que la pêche industrielle.

Est-ce pour cette raison que vous focalisez chacune de vos campagnes sur une espèce menacée spécifique ?

Oui. La lutte contre la pêche à la baleine est aussi une campagne emblématique de Greenpeace. Trois pays sont concernés : le Japon, la Norvège et l'Islande. Une Commission baleinière internationale fixe des quotas qui s'appellent "pêche scientifique". Sans être à normes, ils menacent, quand même, la survie de l'espèce, malgré quelques sanctuaires. En 1994, nous avons obtenu que l'Antarctique devienne une zone protégée contre la pêche industrielle, la pêche à la baleine et toute exploitation minière, commerciale ou industrielle.

C'est une belle victoire ?

Oui. Nous essayons, en ce moment, d'obtenir le même statut pour le Pôle Nord qui diminue à toute vitesse à cause des changements climatiques. On estime que vers 2017 ou 2020, le Pôle Nord disparaîtra totalement. Ce qui, hélas, ouvre des perspectives en termes de transport maritime international entre le Nord de l'Europe et le continent américain.

Craignez-vous que de nouvelles routes de la mer s'ouvrent sur ce continent ?

Tout est fait. Le Pôle Nord n'a pas de statut qui le protège. Pour obtenir le même statut que le Pôle Sud, nous avons

lancé, il y a un an et demi, une pétition qui a déjà recueilli plus de 2,5 millions de signatures. Les enjeux à combattre sont l'ouverture de voies navigables pour le commerce international et le transport de containers, leurs répercussions en termes de pollution des eaux, et l'exploitation pétrolière. Le fait qu'il y aurait, peut-être, 30 % des réserves de brut à découvrir sous le pôle Nord, attise tout un tas d'appétits. Des compagnies, comme Gazprom et Shell, ont annoncé des moratoires. Mais, nous voulons obtenir une interdiction définitive des forages dans cette région.

Une autre grande campagne de Greenpeace est la lutte contre la déforestation. Quelle est la situation ?

Les forêts primaires, essentiellement en Amazonie, en République Démocratique du Congo, en Indonésie, au Canada et en Russie, abritent 80 % de la biodiversité animale et végétale émergente. La forêt d'Amazonie, par exemple, représente 80 % de la biodiversité des deux Amériques. Il s'agit, pour nous, de lutter contre la disparition de ces espaces. La déforestation obéit à plusieurs raisons : l'exportation de bois précieux vers les riches marchés d'Amérique du Nord ou d'Europe ou le défrichage d'espaces pour l'élevage intensif à des fins de fabrication de cuir et d'alimentation, comme au Brésil, par exemple, pour l'élevage bovin. Une autre raison est, comme également au Brésil, de défricher des champs pour la monoculture d'OGM (organismes génétiquement modifiés) destinée, en particulier, aux agro-carburants. Au-delà des viviers de biodiversité, il faut aussi protéger les populations sylvestres qui vivent de l'exploitation traditionnelle de la forêt.

La lutte contre les OGM reste-t-elle une priorité de Greenpeace ?

Oui. La lutte contre la propagation des OGM en plein champ et dans les assiettes est notre 3<sup>e</sup> grande campagne. Nous avons décidé, cette année, en France, de travailler sur la notion d'agriculture écologique. Pas l'agriculture durable, ni l'agriculture Bio qui sont des labels commerciaux, mais une agriculture qui respecte les sols et les rythmes naturels de la terre. Le but est d'arriver à nourrir naturellement l'humanité. On produit, aujourd'hui, d'après la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), 1,5 fois de quoi la nourrir.

Que reprochez-vous à la France ?

La France est la 1<sup>re</sup> puissance agricole en Europe et la 3<sup>e</sup> en valeur des exportations dans le monde après les Etats-Unis et le Brésil. Si les surfaces sont beaucoup plus petites, les pratiques françaises, dans les grands domaines céréaliers du Nord, sont très intensives. L'agriculture française a les meilleurs rendements à l'hectare et la meilleure productivité horaire du travailleur agricole au monde. Mais, cette politique agricole a des effets pervers. Les agriculteurs développent des maladies dues à l'usage intensif de produits phytosanitaires. On estime qu'il y a 10 fois plus de cancers du rein, des testicules et du cerveau chez l'agriculteur et le vigneron français que chez la moyenne de la population de l'hexagone. Cette agriculture intensive a un coût aussi pour les consommateurs finaux.

Ce coût est-il mesurable ?

Il n'est pas encore mesurable. Il est difficilement mesurable. Mais il est facile de comprendre que l'utilisation de produits chimiques très complexes, en très grandes quantités sur des produits dont la destination finale est nos estomacs, a un effet indéniable sur nos organismes. Une simple pomme subit entre 17 et 35 traitements différents avant d'arriver sur un étal de supermarché. Ce qui donne une idée du sort réservé à notre alimentation. Nous travaillons à un retour à des pratiques plus saines, moins intensives en pesticides, en herbicides et en engrais avec une campagne emblématique en France, cette année : la protection de l'abeille.

La menace sur les abeilles est-elle aussi grave qu'on le dit ?

Les abeilles sont responsables de 65 % de la pollinisation de notre alimentation. Dans certaines régions, la mortalité atteint 70 % des ruches. Sont en cause : la dégradation de la qualité générale de l'air et l'usage sur les champs, que butinent ces abeilles, de certains pesticides, herbicides et engrais, comme le Gaucho. Nous travaillons auprès de la Commission européenne pour les faire interdire.

4<sup>ème</sup> campagne : la lutte contre les changements climatiques. Où en est-on ?

C'est une problématique transversale complexe dont Greenpeace parle depuis 40 ans. Elle concerne, à la fois, les océans qui recyclent 80 % du dioxyde de carbone émis par les activités humaines, la déforestation avec la destruction des arbres qui sont des puits de carbone et les modes de production d'énergie avec des centrales thermiques fonctionnant au charbon, au gaz naturel ou au pétrole. Le dioxyde de carbone, qui est de plus en plus concentré dans l'atmosphère, est un gaz à effet de serre. Ces changements climatiques sont déjà observables dans les grands deltas d'Asie. C'est aussi une problématique politique qui implique de pousser les Etats à négocier des accords internationaux contraignants entre les vieux pays industriels qui doivent prendre leurs parts de responsabilité, les pays émergents qui ne devraient pas suivre le même modèle de développement et les pays en voie de développement.

Quel est le rôle de Greenpeace dans ce cas particulier ?

C'est de dénoncer, par exemple, l'inertie des gouvernements des pays développés. Les changements climatiques vont vraiment impacter l'ensemble de l'humanité et de la biodiversité animale et végétale. Les océans finiront par être saturés en carbone, leur pH change déjà. Ce qui a des conséquences sur la grande barrière de corail qui meurt. On ne sait pas à quel moment les océans ne parviendront plus à absorber le carbone.

5<sup>ème</sup> campagne emblématique de Greenpeace : le nucléaire. C'est d'actualité !

Plutôt la transition énergétique. C'est une problématique importante dans les anciens pays industrialisés, dont la France où les modèles de développement sont basés sur l'usage de l'énergie fossile. L'uranium est aussi une énergie fossile. Une spécificité française : 78 % de notre électricité provient de centrales nucléaires. Ce qui n'assure pas notre indépendance énergétique puisque nous importons 100 % de l'uranium utilisé. Le lobby pro-nucléaire présente la transition énergétique comme la quadrature du cercle. Selon eux, on ne peut pas, à la fois, réduire la consommation d'hydrocarbures et sortir du nucléaire.

Que leur répondez-vous ?

Greenpeace présente régulièrement des scénarii qui permettent, après une brève augmentation des émissions de dioxyde de carbone, un retour à la baisse par la sobriété et l'efficacité énergétique et l'augmentation progressive des modes de production d'électricité renouvelable. Le but est de sortir du nucléaire et de diminuer notre dépendance aux hydrocarbures. Nous avons, récemment, présenté, le scénario E qui table sur une sortie totale du nucléaire à un horizon décennal pour la France. Personne n'a critiqué ce scénario sur le plan technique. Dans d'autres pays, la problématique est de sortir d'une dépendance en hydrocarbures. Là aussi, Greenpeace a une campagne emblématique : Petroladdict.

Les gens vous paraissent-ils bien informés et prêts à faire des efforts ?

Tout le monde sait ce qu'il se passe. Les gens sont prêts à faire des efforts sur des choses évidentes. Ils font, de plus en plus, attention à l'eau et à l'électricité qui touchent leur portefeuille. Ils font le tri citoyen dans les municipalités qui proposent des bennes séparées et lisent les étiquettes sur les produits dans les supermarchés. Mais, ils ne sont pas forcément prêts à entendre qu'il faudrait changer, en partie, nos modes de consommation et que l'écologie sera l'un des paradigmes mis en action au 21<sup>ème</sup> siècle. Là, il n'y a pas tellement de gens prêts à se mobiliser !

Le constatez-vous au niveau de Greenpeace ?

Nous le constatons au niveau du terrain, mais, en même temps, en 2006, Greenpeace comptait, en France, 93 000 adhérents trouvés en 35 ans d'existence. En 7 ans, plus de 70 000 nouveaux adhérents nous ont rejoints. C'est le signe d'une dynamique. Cela dit, nous avons beaucoup de retard à rattraper, suite à l'attentat du Rainbow Warrior et à la fermeture du siège social. Le seul bureau resté ouvert était celui de Cherbourg pour des raisons historiques puisque c'est là où la mobilisation anti-nucléaire est la plus forte. En plus, le lobby pro-nucléaire fait très bien son travail. Il déploie d'énormes ressources humaines et financières pour faire croire aux Français qu'être contre le nucléaire, c'est être contre la France, que la France a la filière nucléaire, la plus sûre du monde et que toutes les précautions sont prises, qu'il n'y aura jamais Fukushima... et que notre nucléaire est différent ! Aussi 170 000 adhérents, c'est beaucoup, mais pas suffisant pour avoir la même influence qu'aux Pays-Bas où nous comptons 400 000 adhérents ou qu'en Allemagne avec nos 550 000 adhérents.

À

À ResSources

Greenpeace France

Pour signer la pétition pour protéger le pôle Nord

Pour signer la pétition pour la transition énergétique